



**DLF Bruxelles-Europe**

**Diversité linguistique et langue française**

**« On ne peut bien défendre sa langue qu'en parlant celle des autres »**

Intervention de  
**Abdelaziz KACEM,**  
écrivain, traducteur,  
ancien directeur de la radio télévision tunisienne

(notice biographique en annexe)  
le 22 mars 2012 à 19 h 30 à l'ISTI,  
rue Joseph Hazard, 1180 Bruxelles

## **LES INTELLECTUELS TUNISIENS SONT AU PIED DU MUR**

*Abdelaziz KACEM écrivain, spécialiste du dialogue des cultures entre les deux rives de la Méditerranée, nous livre ici un témoignage poignant sur la réalité tunisienne de 2012. Le printemps arabe n'a pas tenu ses promesses. Le souffle de la liberté et de la démocratie a été étouffé lors des élections. Les progressistes tunisiens sont démunis devant la montée des intégrismes. L'Europe semble hélas s'en accommoder. Déjà en 2008, lors d'une première conférence dans le cadre de DLF Bruxelles-Europe, ce partisan sans concession de la laïcité et de la cause des femmes, dénonçait l'attitude ambiguë de l'Europe vis-à-vis des dictatures arabes et la déception des intellectuels dont les appels restaient sans écho en Occident. Nous ne perdons pas l'espoir de voir ses paroles contribuer à réveiller les consciences.*  
*Claire GOYER*



C'est avec un réel plaisir que je me retrouve parmi vous. La francophonie est une parenté de sens. Pour le poète en moi, comme je l'ai déjà noté dans le Livre d'Or de l'OEP (*Observatoire européen du plurilinguisme*) elle est aussi une parenté de *lai*.

Merci à DLF Bruxelles-Europe de m'avoir invité à vous faire part du combat que nous menons sur et depuis l'autre rive de notre mer maternelle, la Méditerranée. Ce combat, dans le contexte d'une mondialisation sans cœur, est aussi le vôtre.

Mais avant de vous en donner un aperçu, il convient de rappeler que le 14 janvier 2011, sans soupape de sûreté, la chaudière tunisienne éclate et ses dégâts sont considérables. La fuite du tyran libère, certes, les forces de l'esprit mais aussi, au propre et au figuré, celles

des instincts. Des prisons, incendiées de l'intérieur, jettent dans la rue des milliers de criminels et de délinquants. Louable en soi, l'amnistie générale décrétée par le gouvernement de transition, libère également des intégristes de tout acabit. Parmi eux, de véritables terroristes qui empoisonnent aujourd'hui même la vie du pays.

De 15% au temps du satrape, le chômage avoisine à présent les 19%. Durant 23 ans de règne, le clan Ben Ali a mis le pays en coupes réglées. Mais le vol, la corruption, l'arbitraire ne sont que la partie émergée de l'iceberg et la situation qui en découle n'est pas impossible à redresser. Il suffit de la confier à des mains honnêtes et compétentes. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. On s'impatiente, mais l'on ne désespère pas.

La partie cachée est sans doute la plus dure et la plus longue à corriger. Elle concerne plus particulièrement les intellectuels. Ben Ali nous laisse deux secteurs vitaux littéralement sinistrés : l'éducation et la culture. De là, résulte essentiellement notre incapacité de comprendre et d'agir.

La jeunesse qui, dans les réseaux sociaux qu'elle anime, puis dans la rue qu'elle investit, avait pour slogans la triade : dignité, liberté, justice sociale. Puis un impératif fuse, en français dans le texte et qui gagnera des contrées non francophones : DÉGAGE ! La place est nette. Mais la nature a horreur du vide. Or les forces du progrès par trop divisées, par trop étouffées par le parti unique, n'étaient pas prêtes à prendre les commandes. Surgit alors le larron qui raflera la mise. Le parti islamiste *En-Nahda* n'était guère de la partie ce qui n'empêchera pas les élections d'octobre de consacrer son triomphe, comme première formation politique. Il gagne 89 sièges sur 217. Avec deux partis supposés de gauche, mais qui s'avèrent noyautés, les islamistes constituent une majorité et usurpent la révolution. Mais les révolutions ne sont-elles pas immanquablement usurpables ?

A la veille de ces élections, le cabinet d'études McKinsey conseillait aux islamistes : vous allez gagner mais ne prenez pas le risque de gouverner, car vous n'avez pas les compétences nécessaires.

Le bon sens voulait que le gouvernement de transition conduit par un sage, disciple et ancien ministre de Bourguiba, et qui a parfaitement géré l'après-dictature, continuât d'être aux commandes jusqu'à la promulgation de la nouvelle constitution, et l'organisation des élections législatives.

Mais le pouvoir est une urticaire irrésistible et les islamistes, c'était leur rêve, avaient hâte de dormir avec leurs godasses dans le lit de Ben Ali.

Existe-t-il des islamistes modérés ? L'Europe semble se résigner à voir s'instaurer dans le monde arabe des régimes islamistes, pour peu que ces derniers renoncent à la violence. L'exemple de l'AKP, l'islamisme à la turque, est accepté, ne serait-ce que comme un pis aller.

L'islamisme modéré est une idéologie au discours souriant. Elle refuse de brusquer, elle veut donner du temps au temps. En apparence, seulement, car elle laisse à des jeunes

barbus fanatisés le soin de harceler les récalcitrants. Et puis ces gens disposent d'un budget exorbitant. Ils achètent les voix. C'est une corruption à l'envers.

En Occident, on a longtemps cru que les régimes égyptien et tunisien constituaient un barrage contre l'intégrisme. Erreur. Ben Ali, dès son accession au pouvoir, a suivi l'exemple de Moubarak, en islamisant les médias. Non seulement il introduisit à la TV et à la Radio les cinq appels quotidiens à la prière, mais son gendre, aujourd'hui recherché pour corruption et biens mal-acquis, a créé une chaîne radio religieuse des plus obscurantistes. Elle est récupérée comme un butin de guerre par les islamistes. De même M. gendre avec la bénédiction du beau-père a financé l'ouverture de milliers de médersas, où les enfants apprennent le Coran, comme des perroquets. On sait les ravages et les lésions irréversibles que de tels établissements causent aux jeunes générations au Pakistan et en Afghanistan.

En Egypte, bien qu'interdite, l'Association des Frères Musulmans jouissait, au temps de Moubarak, d'une déconcertante liberté d'action. Mêmes accommodements en Jordanie et au Maroc. Pourquoi ces tolérances, ces complicités. Partout on croyait qu'on ne pouvait commander à l'Islamisme qu'en lui obéissant. Et puis, il fallait montrer aux couches populaires que ces régimes étaient islamiquement corrects. Ils appelaient cela « couper l'herbe sous les pieds des intégristes. » Or, ces initiatives ne faisaient qu'apporter de l'eau au moulin de ces derniers et rapprocher l'échéance de leur prise du pouvoir.

D'ores et déjà, je dois faire remarquer, signe qui ne trompe pas, que le discours des dirigeants tunisiens actuels dénonce de moins en moins les méfaits de Ben Ali pour s'attaquer de plus en plus à Bourguiba. Pourquoi ? Les graves difficultés que nous affrontons, ce n'est pas de lui que nous les héritons. Toute la modernité dont la Tunisie a pu et peut encore se targuer, elle le doit à Bourguiba. Or, pour les islamistes qui nous gouvernent, la modernité, voilà l'ennemi et l'on ne peut s'en débarrasser qu'en tuant chaque jour Bourguiba.

Où peut-on combattre la modernité ? Dans les mosquées, sans doute, mais ce n'est pas suffisant. Il faut investir l'école.

Des prédicateurs égyptiens reconnus dangereux sont invités par l'aile conservatrice d'En-Nahda. Certains parmi eux prônent l'excision des femmes. Ils appellent cette mutilation « chirurgie esthétique ». C'est pourtant une pratique inconnue dans le monde arabe à l'exception des campagnes égyptiennes.

Ils prônent aussi une totale rupture avec la culture occidentale, parce que fondée sur la rationalité. La raison nous égare. Elle est immorale...

Hommes sans expérience et sans expertise, leur incompétence saute aux yeux. Aussi entretiennent-ils une vaste diversion. Ils lâchent dans le pays des centaines de jeunes *salafistes* reconnaissables à leurs barbes touffues, à leur accoutrement afghan, à leur discours obscurantiste et à leur brutalité physique. D'une pierre, deux coups : ces énergumènes se chargent de *ré-islamiser* la société, d'une part, et, d'autre part, se font haïr par procuration. Ainsi les islamistes au pouvoir peuvent faire figure de modérés. Ils encaissent certes les bénéfices de la comparaison, mais un effet boomerang commence à se faire jour.

Les *salafistes* concentrent leurs attaques contre la partie noble de tout système moderne, l'Université. En Tunisie, comme dans le reste du monde arabe, l'enseignement primaire et secondaire est déjà « séropositif ». L'Université résiste encore. Pour réduire cette résistance, le parti *En-Nahda* a nommé à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur, l'un des islamistes les plus bornés. Il avait déjà annoncé la couleur en fulminant contre les écrivains tunisiens les plus représentatifs dont les écrits n'entrent point dans le moule obscurantiste. Pour soutenir le travail de sape entrepris par ce ministre (ou sinistre, comme on l'appelle), les *salafistes* ont choisi de perturber les cours dans plusieurs facultés à Tunis et à l'intérieur du pays, pour « dégager » les recteurs allergiques au « *niqâb* » (voile intégral) dans leurs établissements.

L'année universitaire est compromise. Les barbus continuent d'occuper les lieux, chahutent, agressent les professeurs, les femmes en particulier. Ces nervis n'appartiennent pas tous au corps étudiantin. S'ils sont intellectuellement débiles, physiquement, ils sont bien en muscle. Ils dorment dans les couloirs de l'administration. Des réseaux islamistes se chargent de les nourrir copieusement

Dernièrement, un jeune barbu bâti comme une commode maltaise a escaladé l'édifice universitaire où flottait le drapeau qu'il a arraché et remplacé par celui de la Qaeda. La loi prévoit un an de prison ferme pour toute profanation et atteinte au drapeau. Le gorille qui a commis ce crime a été filmé et identifié. Son nom et son adresse ont été communiqués à la police. Pire encore. Un ministre, porte-parole du gouvernement, minimise. C'est un jeune qui ne sait pas vraiment la portée de son geste. Il est censé ignorer la loi. Cela fait jurisprudence.

Il y a jusqu'à présent une liberté de presse réelle, qui, avec un Face Book plus que jamais virulent, maintient la pression sur un gouvernement conscient de ses limites et de ses lâchetés. Est-ce déterminant ? La question se pose, d'autant que les islamistes se sont eux aussi convertis à internet.

Mais la presse libre est vilipendée par le pouvoir avec les mêmes arguments que ceux utilisés par Ben Ali. Elle est accusée de propager de fausses nouvelles, ses critiques sont tendancieuses, elle veut faire fuir les touristes, elle met les bâtons dans les roues, c'est du sabotage, on parle même de complot ourdi contre le gouvernement, dans des ambassades européennes.

Des procès iniques, plus stupides que ceux intentés par l'ancien régime, sont instruits contre des journalistes pour blasphème (une chaîne TV a diffusé le film iranien Persépolis) ou pour immoralité (publication d'une photo de femme nue).

Contre des *sit-inner*, des jeunes dont des blessés qui ont fait la révolution et à qui des islamistes doivent d'être libérés des geôles de Ben Ali, ont manifesté devant l'Assemblée Constituante. Ingrat, un député intégriste, ancien détenu et professeur de chimie de son état, cite un verset coranique préconisant un châtiment insoutenable pour ces « fauteurs de troubles ».

Les agressions physiques contre les journalistes se multiplient. L'un d'eux et un écrivain universitaire qui l'accompagne sont insultés et molestés par des barbus abrutis, devant le Tribunal de Tunis, au vu et au su des instances policières et judiciaires.

En réalité, c'est un gouvernement incapable de créer un seul emploi pour les jeunes. On trouve à ses pratiques d'étonnantes similitudes avec celles de l'ancien régime. Même démonisation de l'opposition, même argumentaire contre ceux qui, à leurs yeux, se comportent en « ennemis de leur pays ». Une jeune bloggeuse connue pour avoir risqué sa vie en tapant fort sur la dictature est menacée d'être traînée devant la justice pour avoir accordé une interview à un journal étranger où elle tenait des propos « à même de faire fuir les touristes. »

Les islamistes ont souffert sous Ben Ali. Mais il faut croire que partout dans le monde, la victime a tendance à désirer ressembler au bourreau, à reproduire le même schéma répressif.

Le monde arabe ne se libèrera vraiment que lorsque l'Arabie saoudite, cessera d'être protégée par l'Occident. « *Arabie Saoudite, la dictature protégée*, tel est le titre d'un ouvrage incontournable publié chez Albin Michel, en 1995, par un ancien ambassadeur de France, dans ce pays anachronique, Jean Bressot, alias Jeau-Michel Foulquier.

À la mi-mars, le parti *En-Nahda* a mobilisé quelque huit mille *salafistes*, une véritable nuée de barbes venues manifester devant l'Assemblée nationale pour exiger l'inscription de la *Charia* dans la Constitution. Le chef du groupe parlementaire des islamistes commente : le peuple s'est exprimé. Il veut la *charia*.

Le mardi 20 mars, à l'occasion de la fête de l'Indépendance, quarante mille manifestants ont envahi l'artère principale de Tunis, l'avenue Habib Bourguiba, pour dire non à la *charia*. Eminemment emblématique, aux bras de sa mère, un nourrisson de sexe féminin participait à la démonstration. Sa photo symbolisant l'engagement des générations futures pour une Tunisie à jamais moderne a été largement diffusée sur Face Book. Cette manifestante âgée d'un mois et demi, marrainée par la célèbre bloggeuse Leena Ben Mhenni, s'appelle Rita Kacem. Je pense qu'elle a de qui tenir. J'en suis le grand-père.

Certes, les intellectuels tunisiens ont jeté toutes leurs forces dans la bagarre. Ils sont au pied du mur. Mais le gouvernement islamiste, n'est guère dans une situation plus confortable. Il va dans le mur.

Abdelaziz KACEM

## ABDELAZIZ KACEM

Agrégé de l'Université (Sorbonne, Paris).

**Activités** : Abdelaziz KACEM a enseigné à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information, à l'École Normale Supérieure de Tunis, à la Faculté des Lettres de la Manouba. Poète, critique littéraire, traducteur, essayiste bilingue (arabe et français), « homme des deux rives », pour ainsi dire, il milite en faveur de la reprise du dialogue des cultures. Membre correspondant de l'Académie Européenne des Sciences, des Arts et des Lettres. Chercheur associé auprès de l'Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts Beit al-Hikma. Président d'honneur de la Maison Internationale de la Poésie (Bruxelles), il a présidé, en 1994, la XIXe Biennale Internationale de Poésie (Liège 1-5 septembre, 1994). Membre du Comité d'honneur de Défense de la Langue Française (DLF) Paris. Membre du jury du Concours des Nouvelles organisé par le Forum Femmes Méditerranée de Marseille.

**Il a assumé en Tunisie de hautes responsabilités dans les secteurs de la culture et de la communication.** Successivement : Conservateur général de la Bibliothèque Nationale, Directeur général de la Radio Télévision, Directeur Général de la Lecture publique, Directeur général des Relations Extérieures et de la Coopération au Ministère de la Culture.

**Il a produit et animé à la radio et à la télévision de nombreuses émissions consacrées aux lettres arabes et francophones.**

**De même, il a donné en Europe et dans le monde arabe,** nombre de conférences sur des sujets de littérature générale et comparée, ainsi que sur les problèmes culturels de notre temps.

### Publications :

**En arabe** : -*Hasâd al-shams* (La Moisson du soleil) (poésie), Ed. BenAbdallah, Tunis, 1975. -*Nawbat hubb fi 'asr al-karâhiyya* (Accès d'amour au temps de la haine) (poésie) M.AL. Tunis, 1991 (*Prix Ibn Zaydun* de l'Institut Hispano-Arabe de Culture, Madrid).

**En français** : -*Tendances de la poésie tunisienne contemporaine* (essai, 1970) - *Le Frontal* (poésie), M.T.E., Tunis, 1983 - *Marco Polo ou le nouveau livre des merveilles*, Circa / Solin, Paris, 1985 - *L'Hiver des brûlures* (poésie), Cérès Editions, Tunis, 1994. - *Science et conscience des mots* (essai), Cérès Editions, Tunis, 1994. - *Culture arabe / Culture française : La parenté reniée* (essai), L'Harmattan, Paris, 2002. - *Le voile est-il islamique ? Le corps des femmes, enjeu de pouvoir*, (essai), Chèvre- Feuille Étoilée, Montpellier, 2004 - (Avec Daniel De Smet) *Lumières du Levant, Abû l-'Alâ' al-Ma'arrî et son temps*, édit. Centre Culturel Arabe de Bruxelles.

**\*Il est Officier de l'Ordre des Arts et des Lettres (France). \*L'Académie Française lui a décerné, au titre de ses Grands prix de 1998, la Médaille de vermeil du Rayonnement de la langue et de la littérature françaises.**